



COMPTE-RENDU DE LA REUNION **DU CONSEIL MUNICIPAL** **DU MERCREDI 19 JUILLET 2017**

MENTION D'AFFICHAGE

Monsieur le Maire, soussigné, certifie que le compte-rendu de la réunion du Conseil Municipal du **mercredi 19 juillet 2017**, a été affiché par extrait dans le hall d'accueil de la Mairie, le **26 juillet 2017** dans les conditions prévues à l'article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales et mis en ligne sur le site officiel de la Commune (www.mairie-leval.fr).

CONVOCATION

Le **12 juillet 2017**, nous, Bernard SAULNIER, Maire de LE VAL, avons convoqué le Conseil Municipal en séance ordinaire pour le **mercredi 19 juillet 2017 à 18 h 30** en salle du Conseil Municipal, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

Approbation du PV de la réunion du 27 juin 2017

1 - Finances

1-1 - TRAVAUX

- 1-1-1- Contrat de Ruralité 2017 - Convention financière (demande de subvention pour les travaux de réhabilitation du groupe scolaire - transition écologique et énergétique - FSIL 2017 - axe 5)
- 1-1-2- Modification n° 4 au marché de travaux de réhabilitation de la Place Gambetta et de la Rue Nationale - Groupement « Eiffage-Minetto »

1-2 - CULTURE

- 1-2-1- Modification de la régie des activités culturelles (visites guidées « Traditions et Couleurs, visite-atelier « Les Santons de Provence » et Rallye-visite « Qui est le messire de LE VAL »

1-3 - SCOLAIRE

- 1-3-1- Tarifs scolaires 2017/2018 - modification de la délibération du 27 juin 2017
- 1-3-2- Transports scolaires - Participation financière communale
- 1-3-3- Participation financière pour l'achat de matériel de psychologie pour les écoles

1-4 - Rapports 2016 du délégataire « SEERC » pour les services publics de l'eau potable et de l'assainissement collectif

2 - Urbanisme - Environnement

- 2-1 - Crèche intercommunale - Rétrocession des terrains communaux
- 2-2 - Acquisition de terrain pour création d'un parking (chemin de Correns - propriété SCI « Les Grandes Aires »)
- 2-3 - Installation d'un panneau d'informations communal sur le parking de la Coopérative Vinicole - Convention d'occupation du domaine privé
- 2-4 - Projet touristique de « Jean Val »

3 - Personnel communal

3-1 - Création d'un emploi pour le service administratif

4 - Compte-rendu des décisions prises par M. le Maire dans le cadre des délégations accordées par le Conseil Municipal

5 - Questions écrites

6 - Questions orales

COMPTE-RENDU SYNTHETIQUE

Le Conseil Municipal de LE VAL, légalement convoqué, s'est réuni à l'Hôtel de Ville, en séance ordinaire, le mercredi 19 juillet 2017, sous la présidence de Monsieur Bernard SAULNIER, Maire.

A l'ouverture de la séance, le Conseil Municipal était ainsi composé :

Présents : MM. SAULNIER Bernard - TURINELLI Jacqueline - CULINATI Jean - INGRASSIA Patricia - GAUTIER Rémi - BREBAN Julie - GIRAUD Xavier - PASQUET Annette - DEBAQUE Christian - VERDON Pierre - RIHAL Pascale - NAL André - REES Pénélope - MUNIER Denise - LANGE Gaby - GAQUIERE Ingrid - BOSSUGE Brigitte - COEURDEVIL Yves - BOULE AMPHOUX Isabelle - LEBERQUIER Céline.

Absents excusés : MM. CEMBRANI Romain (pouvoir donné à Jean CULINATI) - COLLAIN Olivier (pouvoir donné à Christian DEBAQUE) - - DONADEY Sylviane (pouvoir donné à Pascale RIHAL) - - VERLAQUE Marie-Thérèse (pouvoir à Brigitte BOSSUGE) - PAZ Aymeric - FOURNEL Gilles - KINET Jean-Luc.

soit 20 présents et 7 absents excusés dont 4 ayant donné pouvoir, soit 24 votants.

A noter que M. FOURNEL est arrivé à partir du dossier sur la modification du marché de la Place Gambetta et que M. PAZ est arrivé à partir du dossier sur les tarifs de la régie « Activités Culturelles ».

Après avoir procédé à l'appel nominal et constaté l'existence du quorum, Monsieur le Maire ouvre la séance.

Conformément aux dispositions de l'article L 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal nomme à l'unanimité Mme Patricia INGRASSIA, pour remplir les fonctions de Secrétaire de Séance, assistée de Mme Danielle FRIKMAN, DGS.

Monsieur le Maire donne lecture du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 27 juin 2017.

Il demande à l'assemblée de bien vouloir donner son avis sur ce document.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir pris connaissance du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 27 juin 2017,
A l'unanimité moins une abstention : Mme Annette PASQUET (absente excusée ce jour-là)

APPROUVE ce document.

1 - Finances

1-4 - TRAVAUX

1-1-1- Contrat de Ruralité 2017 - Convention financière (demande de subvention pour les travaux de réhabilitation du groupe scolaire - transition écologique et énergétique - FSIL 2017 - axe 5) :

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que, par décision du 24 juin 2016, prise dans le cadre de ses délégations reçues du Conseil Municipal, il a confié la mission de maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation du groupe scolaire au Cabinet « ARC'H » de BRIGNOLES pour un montant total de 63.234 € HT (14.234 € tranche ferme et 49.000 € HT tranche conditionnelle). Un appel public à la concurrence avait été lancé en amont.

Il indique que ces travaux consistent notamment en l'amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments et à la mise en accessibilité des locaux.

Le Cabinet « ARC'H » a remis une étude complète des opérations de réhabilitation à prévoir dont le montant total estimatif s'élève à 1.063.230,42 HT, honoraires inclus (970.265 € HT pour les travaux et 92.965,42 € HT pour les honoraires).

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée délibérante que, par délibération du 21 mars 2017, une demande de subvention a été faite au titre du F.S.I.P.L. 2017 à concurrence de 155.000 €.

Il informe le Conseil Municipal que, dans le cadre du Fonds de Soutien à l'Investissement Public Local « FSIL » (enveloppe 2), le Contrat de Ruralité 2017 a été signé entre M. le Préfet du Var et Mme la Présidente de la Communauté d'Agglomération de la Provence Verte. Le projet communal de réhabilitation du groupe scolaire a été inscrit dans les actions de ce contrat au titre de son volet n° 5 : transition écologique et énergétique.

Il propose en conséquence au Conseil Municipal de solliciter l'octroi d'une subvention à ce titre sachant que le montant HT retenu par le Contrat de Ruralité pour ces travaux s'élève à 775.048 € réparti pour moitié sur 2017 et 2019, soit 387.524 € par année.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Après avoir pris connaissance du Contrat de Ruralité 2017,

Après avoir pris connaissance du détail des travaux envisagés pour la réhabilitation du Groupe Scolaire et de leur estimation financière,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité moins une abstention : Mme Pénélope REES,

DEMANDE l'attribution du F.S.I.P.L. 2017 pour les travaux de réhabilitation du Groupe Scolaire du Bicentenaire (transition énergétique et mise aux normes (sécurisation, accessibilité et électricité))

AUTORISE Monsieur le Maire à déposer le dossier de demande de subvention auprès de l'Etat.

PRECISE que le montant de l'autofinancement communal (y compris la TVA) sera inscrit au budget communal (chapitres 20 et 23).

ARRETE le plan de financement prévisionnel des opérations comme suit :

| | |
|-------------------------------|------------------|
| - DETR (20 %) | 155.000 € |
| - Département (dotation 2017) | 150.000 € |
| - F.S.I.P.L. (20 %) | 155.000 € |
| - Autofinancement | <u>315.048 €</u> |
| TOTAL HT | 775.048 € |

1-1-2- Modification n° 4 au marché de travaux de réhabilitation de la Place Gambetta et de la Rue Nationale - Groupement « Eiffage-Minetto »

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que, par délibération du 20 janvier 2016, le marché de travaux à passer avec le Groupement « EIFFAGE TP/MINETTO TP » pour la réhabilitation de la Place Gambetta et de la Rue Nationale a été approuvé pour un montant total HT de 1.426.661,51 € ; puis, par délibérations des 27 juin et 14 septembre 2016, les modificatifs 1 et 2 ont également été approuvés portant le montant HT du marché à 1.495.667,51 €.

Il s'avère que des travaux supplémentaires, non prévus dans le marché initial, se sont révélés nécessaires en cours de chantier : travaux de désamiantage, réfection de la voirie de la Rue du 8 Mai et réfection de la maçonnerie de « l'ouïde » pour un montant total HT de 49.730,50 €.

Par contre, en cours de chantier, la Municipalité a décidé de ne pas réaliser certaines prestations prévues dans le marché initial : mobilier urbain (jardinières, bacs, corbeilles, bancs) et dispositifs anti-stationnement (bornes fixes, barrières) pour un montant total HT de 30.115,86 €.

M. le Maire propose donc à l'assemblée délibérante de bien vouloir approuver la modification n° 4 au marché de travaux d'un montant de 19.614,64 € HT ce qui porte le montant global de l'opération à 1.515.282,15 € HT.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré,

A la majorité : 9 abstentions : Mmes BREBAN - PASQUET - REES - RIHAL - BOULE AMPHOUX - LEBERQUIER / MM LANGE - VERDON - FOURNEL.,

ACCORTE la proposition de modification n°4 au marché de travaux passé avec le Groupement d'Entreprises « EIFFAGE-MINETTO » pour l'aménagement de la Rue Nationale et de la Place Gambetta afin de régulariser les prestations supprimées et celles ajoutées en cours de chantier

AUTORISE Monsieur le Maire à signer ladite modification n° 4 portant le montant global de l'opération à 1.515.282,15 € HT.

1-5 - CULTURE

1-2-1- Modification de la régie des activités culturelles (visites guidées « Traditions et Couleurs, visite-atelier « Les Santons de Provence » et Rallye-visite « Qui est le messire de LE VAL »

Monsieur le Maire informe l'assemblée délibérante que, par délibération du 21 mars 2017, les tarifs individuels et de groupes pour la visite des musées suivants ont été arrêtés : la crèche animée, le Musée d'Art Sacré, le Musée du Jouet Ancien et de la Figurine Historique, la Maison de la Route Médiévale, le Musée du Santon et à la Maison de l'Olivier. Les tarifs des visites guidées ont également été arrêtés ainsi que ceux du rallye-visite annuel.

Il donne la parole à Mme Patricia INGRASSIA, Adjointe déléguée à la Culture qui propose d'une part, une modification des tarifs pour les prestations : visite-atelier « Les Santons de Provence » et un rallye-visite annuel à thème et, d'autre part, l'ajout d'une nouvelle prestation, pour les visites guidées, intitulée « Traditions et couleurs ».

Mme INGRASSIA rappelle que pour tous ces musées, soit : la crèche animée, la crèche Rossellini, le Musée d'Art Sacré, le Musée du Jouet Ancien et de la Figurine Historique, la Maison de la Route Médiévale, le Musée du Santon et à la Maison de l'Olivier, les tarifs sont les suivants :

-Tarifs individuels (par personne et par musée) :

- adultes : 2,00 €
- enfants (6-12 ans) : 1,50 €
- enfants de moins de 6 ans : gratuit

-Tarifs de groupes à partir de 10 personnes (par personne et par musée) :

- adultes : 1,50 €
- enfants (6-12 ans) : 0,50 €
- enfants de moins de 6 ans : gratuit

Les groupes bénéficient de la visite du village et de l'église (inclus dans la prestation).

Une gratuité par tranche de 10 personnes.

Lorsqu'un groupe réserve une visite d'un ou plusieurs musées auprès de la Provence Verte et que cette visite est guidée par un agent communal et non par un guide conférencier, une réduction de 10 % est appliquée sur le tarif correspondant aux frais d'organisateur « Provence Verte », ce qui ramène le tarif « adulte » à 1,35 € et le tarif « enfant » à 0,45 € (montants encaissés par la Commune).

Pour les visites guidées :

- « Le Val un village de tradition » et « Le Val un village insolite » : 5€ par personne

Ces visites sont accessibles aux groupes uniquement à partir de 10 personnes avec Une gratuité par tranche de 10 personnes.

Ces visites étant proposées dans le catalogue groupe de la Provence Verte une réduction de 10 % est appliquée sur le tarif correspondant aux frais d'organisateur « Provence Verte » ce qui ramène le tarif à 4,50 € par personne (montants encaissés par la Commune).

Pour la visite-atelier « Les Santons de Provence » et le rallye-visite annuel à thème, les tarifs individuels seront les suivants (par personne et par visite) :

- Adultes.....4,50 €
- Enfants (6-12 ans).....2,50 €
- Enfants de moins de 6 ans : gratuit

Ces deux visites seront accessibles aux individuels, sur réservation et sur dates définies préalablement par la Commune. Elles pourront accueillir de 1 à 15 personnes maximum, par date et par visite.

Mme INGRASSIA propose au Conseil Municipal d'envisager une nouvelle prestation : visite guidée « Traditions et couleurs » au tarif individuel de 6 € (par personne et par visite).

Cette visite est accessible aux groupes uniquement à partir de 10 personnes avec Une gratuité par tranche de 10 personnes.

Elle est proposée dans le catalogue groupe de la Provence Verte, une réduction de 10 % est appliquée sur le tarif correspondant aux frais d'organisateur « Provence Verte » ce qui ramène le tarif à 5,50 € par personne (montant encaissé par la Commune).

Mme INGRASSIA demande d'autre part que les modifications suivantes soient apportées au tarif de la visite-atelier « Les Santons de Provence » et du Rallye-visite annuel à thème :

Ces visites étant aussi proposées dans le catalogue « Amusez-vous » de la Provence Verte à un tarif préférentiel « Bon plan » en Juillet et en Août ; accordant ainsi une réduction sur le tarif initial de 0.50€, les tarifs sont portés à :

-Tarifs individuels (par personne et par visite)

- adultes : 4 €
- enfants (6-12 ans) : 2 €
- enfants de moins de 6 ans : gratuit

Une réduction de 10% est appliquée sur le tarif correspondant aux frais d'organisateur « Provence Verte » ce qui ramène les tarifs ci-dessus à :

-Tarifs individuels (par personne et par visite)

- adultes : 3.60 €
- enfants (6-12 ans) : 1.80 €
- enfants de moins de 6 ans : gratuit

(montants encaissés par la commune)

L'ensemble de ces visites seront accessibles aux individuels, sur réservation et sur dates définies préalablement par la Commune. Elles pourront accueillir de 1 à 15 personnes maximum, par date et par visite.

M. le Maire demande au Conseil Municipal de se prononcer sur ce projet.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Mme Patricia INGRASSIA, Adjointe déléguée à la Culture,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

APPROUVE les tarifs de la régie de recettes « activités culturelles » suivants :

Pour la visite des musées : la crèche animée, la crèche Rosselini, le Musée d'Art Sacré, le Musée du Jouet Ancien et de la Figurine Historique, la Maison de la Route Médiévale, le Musée du Santon et à la Maison de l'Olivier :

-Tarifs individuels (par personne et par musée) :

-adultes : 2,00 €

-enfants (6-12 ans) : 1,50 €

-enfants de moins de 6 ans : gratuit

-Tarifs de groupes à partir de 10 personnes (par personne et par musée) :

-adultes : 1,50 €

-enfants (6-12 ans) : 0,50 €

-enfants de moins de 6 ans : gratuit

Une gratuité par tranche de 10 personnes.

Lorsqu'un groupe réserve une visite d'un ou plusieurs musées auprès de la Provence Verte et que cette visite est guidée par un agent communal une réduction de 10 % est appliquée sur le tarif correspondant aux frais d'organisateur « Provence Verte », ce qui ramène le tarif « adulte » à 1,35 € et le tarif « enfant » à 0,45 € (montants encaissés par la Commune).

Pour les visites guidées :

- « Le Val un village de tradition » et « Le Val un village insolite » : 5€ par personne

Ces visites sont accessibles aux groupes uniquement à partir de 10 personnes avec Une gratuité par tranche de 10 personnes.

Ces visites étant proposées dans le catalogue groupe de la Provence Verte une réduction de 10 % est appliquée sur le tarif correspondant aux frais d'organisateur « Provence Verte » ce qui ramène le tarif à 4,50 € par personne (montants encaissés par la Commune).

Pour la visite-atelier « Les Santons de Provence » et le rallye-visite annuel à thème, les tarifs individuels seront les suivants (par personne et par visite) :

- Adultes.....4,50 €

- Enfants (6-12 ans).....2,50 €

- Enfants de moins de 6 ans : gratuit

Ces deux visites seront accessibles aux individuels, sur réservation et sur dates définies préalablement par la Commune. Elles pourront accueillir de 1 à 15 personnes maximum, par date et par visite.

Ces visites étant aussi proposées dans le catalogue « Amusez-vous » de la Provence Verte à un tarif préférentiel « Bon plan » en Juillet et en Août ; accordant ainsi une réduction sur le tarif initial de 0.50€, les tarifs sont portés à :

-Tarifs individuels (par personne et par visite)

-adultes : 4 €

-enfants (6-12 ans) : 2 €

-enfants de moins de 6 ans : gratuit

Une réduction de 10% est appliquée sur le tarif correspondant aux frais d'organisateur « Provence Verte » ce qui ramène les tarifs ci-dessus à :

-Tarifs individuels (par personne et par visite)

-adultes : 3.60 €

-enfants (6-12 ans) : 1.80 €

-enfants de moins de 6 ans : gratuit

(montants encaissés par la commune)

- « Traditions et couleurs » : 6 € par personne et par visite).

Cette visite est accessible aux groupes uniquement à partir de 10 personnes avec Une gratuité par tranche de 10 personnes.

Elle est proposée dans le catalogue groupe de la Provence Verte, une réduction de 10 % est appliquée sur le tarif correspondant aux frais d'organisateur « Provence Verte » ce qui ramène le tarif à 5,50 € par personne (montant encaissé par la Commune).

PRECISE que l'encaissement sera effectué dans le cadre de la régie de recettes « Activités Culturelles » :

1-6 - SCOLAIRE

1-3-1- Tarifs scolaires 2017/2018 - modification de la délibération du 27 juin 2017

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que les tarifs relatifs aux prestations périscolaires et extra scolaires ont été instaurés par délibération du 13 mai 2015.

Par délibération du 27 juin 2017 les nouveaux tarifs, proposés par la Commission « Affaires scolaires - Enfance - Jeunesse » pour l'année scolaire 2017/2018, ont été validés pour les diverses interventions de la Commune dans le cadre de l'Enfance, soit : la garderie municipale, la pause méridienne (repas à la cantine), le centre de loisirs du mercredi et des vacances, les inscriptions aux NAPS.

Considérant que, depuis cette date, sur demande de M. le Maire auprès de l'Inspection Académique après, d'une part, avoir pris connaissance des comptes-rendus des Conseils des Ecoles Élémentaire et Maternelle et, d'autre part, avoir consulté les autres Maires des Communes de la Communauté d'Agglomération pour avoir la tendance locale, la Commune a opté pour revenir à la semaine de classe de 4 jours et a donc supprimé les NAPS, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir modifier ces tarifs en conséquence.

Il donne la parole à Mme Annette PASQUET, Adjointe déléguée aux Affaires Scolaires.

Mme PASQUET indique que :

1°) les tarifs du Centre de Loisirs doivent être revus pour le mercredi, à savoir qu'au lieu de proposer une inscription à la demi-journée, les parents pourront opter soit pour l'inscription pour la journée entière (repas compris) soit de 7h15 à 18h30, soit pour l'inscription pour le matin seulement (de 7h15 à 12h20).

2°) les tarifs de la garderie municipale doivent également être revus car portée de 20 mn à 35 mn le matin.

Les tarifs sont détaillés dans l'annexe ci-jointe.

Mme PASQUET propose au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur les propositions de la Commission des Affaires Scolaires.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. le Maire et de Mme Annette PASQUET, Adjointe déléguée aux Affaires Scolaires,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

APPROUVE les nouveaux tarifs des prestations péri et extra-scolaires tels que proposés par la Commission « Affaires scolaires - Enfance - Jeunesse » et indiqués dans le tableau ci-annexé.

AUTORISE Monsieur le Maire à procéder à toutes les démarches nécessaires pour leur mise en application dès la rentrée scolaire 2017/2018.



TARIFS DES PRESTATIONS PERISCOLAIRES ET EXTRASCOLAIRES 2017-2018

REGIE DES ACTIVITES PERISCOLAIRES

RESTAURATION SCOLAIRE

ELEVES/ tarif au repas / TARIFS VALABLES POUR TOUT PUBLIC

| quotient familial inférieur à 300€ | quotient familial compris entre 300€ et 499€ | quotient familial compris entre 500€ et 799€ | quotient familial compris entre 800€ et 999€ | quotient familial compris entre 1000€ et 1199€ | quotient familial supérieur à 1199€ | hors commune | exceptionnel | pénalités |
|------------------------------------|--|--|--|--|-------------------------------------|--------------|--------------|-----------|
| 2,50 € | 2,70 € | 2,80 € | 2,90 € | 3,00 € | 3,10 € | 3,25 € | 4,00 € | 5,00 € |

ADULTE - AGENTS

| 1er repas | repas supplémentaires |
|-----------|-----------------------|
| 2,78 € | 4,00 € |

ADULTE - ENSEIGNANTS

| tarif unique |
|--------------|
| 4,00 € |

ADULTES INTERVENANTS/

| tarif unique |
|--------------|
| 4,00 € |

GARDERIE PERISCOLAIRE 35 minutes du matin (de 7h15 à 7h50)/ TARIFS VALABLES POUR TOUT PUBLIC

| quotient familial inférieur à 300€ | quotient familial compris entre 300€ et 499€ | quotient familial compris entre 500€ et 799€ | quotient familial compris entre 800€ et 999€ | quotient familial compris entre 1000€ et 1199€ | quotient familial supérieur à 1199€ | hors commune | exceptionnel | pénalités |
|------------------------------------|--|--|--|--|-------------------------------------|--------------|--------------|------------|
| 0,35 € | 0,46 € | 0,58 € | 0,70 € | 0,82 € | 0,94 € | 0,94 € | sans objet | sans objet |

GARDERIE PERISCOLAIRE (matin et soir)/ tarif à l'heure/ TARIFS VALABLES POUR TOUT PUBLIC

| quotient familial inférieur à 300€ | quotient familial compris entre 300€ et 499€ | quotient familial compris entre 500€ et 799€ | quotient familial compris entre 800€ et 999€ | quotient familial compris entre 1000€ et 1199€ | quotient familial supérieur à 1199€ | hors commune | exceptionnel | pénalités |
|------------------------------------|--|--|--|--|-------------------------------------|--------------|--------------|-----------|
| 0,60 € | 0,80 € | 1,00 € | 1,20 € | 1,40 € | 1,60 € | 1,75 € | 2,00 € | 3,00 € |

REGIE DES ACTIVITES EXTRA-SCOLAIRES (ALSH le petit baou)

| CENTRE DE LOISIRS DU MERCREDI - tarif demi-journée (de 7h15 à 12h20) | | | | | | | | |
|--|--|--|--|--|-------------------------------------|--------------|--------------|------------|
| quotient familial inférieur à 300€ | quotient familial compris entre 300€ et 499€ | quotient familial compris entre 500€ et 799€ | quotient familial compris entre 800€ et 999€ | quotient familial compris entre 1000€ et 1199€ | quotient familial supérieur à 1199€ | hors commune | exceptionnel | pénalités |
| 1,2% du quotient avec plancher à 3,50€ et plafond à 6,50€ | | | | | | 7,00 € | 7,50 € | 8,00 € |
| CENTRE DE LOISIRS DU MERCREDI - tarif journée - repas compris (de 7h15 à 18h30) | | | | | | | | |
| quotient familial inférieur à 300€ | quotient familial compris entre 300€ et 499€ | quotient familial compris entre 500€ et 799€ | quotient familial compris entre 800€ et 999€ | quotient familial compris entre 1000€ et 1199€ | quotient familial supérieur à 1199€ | hors commune | exceptionnel | pénalités |
| 1,2% du quotient avec plancher à 8,00€ et plafond à 14€ | | | | | | 15,00 € | 15,50 € | 16,00 € |
| CENTRE AERE LE PETIT BAOU (vacances scolaires) - TARIF JOURNEE | | | | | | | | |
| quotient familial inférieur à 300€ | quotient familial compris entre 300€ et 499€ | quotient familial compris entre 500€ et 799€ | quotient familial compris entre 800€ et 999€ | quotient familial compris entre 1000€ et 1199€ | quotient familial supérieur à 1199€ | hors commune | exceptionnel | pénalités |
| 1,2% du quotient avec plancher à 8,00€ et plafond à 14€ | | | | | | 15,00 € | sans objet | sans objet |

1-3-2- Transports scolaires - Participation financière communale

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que, par délibération du 13 mai 2015, une participation financière des familles aux frais des transports scolaires a été instaurée dès la rentrée scolaire 2015/2016. La décision avait été également prise alors de ne plus assurer le transport scolaire des élèves de maternelle vu le coût très important de cette prestation.

Le transport scolaire pour les élèves de l'élémentaire a été ensuite supprimé dès janvier 2017 vu le peu de fréquentation de la ligne (délibération du 29 novembre 2016).

Pour l'année 2017/2018, la compétence « organisation de la mobilité » a été transférée à la Communauté d'Agglomération de la Provence Verte qui est chargée de l'organisation des services réguliers des transports scolaires. Par délibération du 10 juillet 2017 le Conseil de la Communauté d'Agglomération permet aux Communes membres d'opter pour une participation complémentaire en concomitance avec la participation fixée par le Conseil Communautaire.

Par délibération du Conseil Communautaire du 10 juillet 2017, la Communauté d'Agglomération a décidé d'allouer aux familles une participation de 50 € par élève et par an sur les 120 € demandés par le Département.

Monsieur le Maire donne la parole à Mme Annette PASQUET, Adjointe déléguée aux Affaires Scolaires.

La Commission « Affaires Scolaires » qui souhaite maintenir, à l'unanimité, une participation financière des familles aux frais de transport scolaire basée sur le quotient familial, propose pour l'année scolaire 2017/2018, pour les collégiens et lycéens, les tarifs suivants :

| | |
|--|-------------------|
| Quotient familial inférieur à 300 € | Tarif 1 soit 35 € |
| Quotient familial compris entre 300 € et 499 € | Tarif 2 soit 40 € |
| Quotient familial compris entre 500 € et 799 € | Tarif 3 soit 45 € |
| Quotient familial compris entre 800 € et 999 € | Tarif 4 soit 50 € |
| Quotient familial compris entre 1.000 € et 1.199 € | Tarif 5 soit 55 € |
| Quotient familial égal ou supérieur à 1.200 € | Tarif 6 soit 60 € |

M. le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur les participations proposées.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les crédits inscrits au Budget Primitif,

Vu le Décret n°2016-33 du 20 janvier 2016 relatif aux pièces jointes, et notamment ses rubriques 781 et 782,

Vu la délibération n° 159 du Conseil Communautaire du 10 juillet 2017 de la Communauté d'Agglomération de la Provence Verte fixant à 50 € par élève du secondaire la participation intercommunale aux frais d'abonnement des familles au service de transports scolaires à compter de l'année scolaire 2017-2018, et 12 € par mois cette participation pour les abonnements étudiants, plafonnée à 120 € par an,

Considérant que dans le cadre des modalités de participation au coût des transports scolaires, le principe d'attribution d'aide relève de la libre administration des communes,

Considérant qu'à ce titre les Communes peuvent opter pour une participation complémentaire sous réserve d'en avoir délibéré préalablement et en concomitance avec la participation fixée par l'Agglomération afin que le montant total cumulée des participations n'excède pas 120 euros,

Après avoir entendu l'exposé de Mme PASQUET, Adjointe déléguée aux Affaires Scolaires et à l'Enfance,
Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 24 avril 2014 autorisant le maire à créer des régies communales en application de l'article L 2122-22 al. 7 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu les délibérations du 13 mai 2015 et du 29 novembre 2016,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

DECIDE d'instaurer, dès la rentrée scolaire 2017/2018, les nouveaux tarifs de participation financière des familles aux frais de transport scolaire de leurs enfants lycéens et collégiens,

INDIQUE que ces tarifs sont basés sur le quotient familial des familles, soit :

| | |
|--|-------------------|
| Quotient familial inférieur à 300 € | Tarif 1 soit 35 € |
| Quotient familial compris entre 300 € et 499 € | Tarif 2 soit 40 € |
| Quotient familial compris entre 500 € et 799 € | Tarif 3 soit 45 € |
| Quotient familial compris entre 800 € et 999 € | Tarif 4 soit 50 € |
| Quotient familial compris entre 1.000 € et 1.199 € | Tarif 5 soit 55 € |
| Quotient familial égal ou supérieur à 1.200 € | Tarif 6 soit 60 € |

APPROUVE la participation communale aux frais d'abonnement des transports scolaires pour les élèves des collèges et lycées dont l'abonnement annuel s'élève à 120 euros par enfant,

DIT que cette aide est complémentaire à la participation intercommunale.

AUTORISE Monsieur le Maire à procéder à toutes les démarches nécessaires pour la mise en application de ces décisions.

AUTORISE la régie « Transport Scolaire » à percevoir les participations des familles selon les tarifs indiqués.

DEMANDE à Monsieur le Maire et à Mme Annette PASQUET, Adjointe déléguée aux Affaires Scolaires et à l'Enfance, de procéder à l'information des familles dans les meilleurs délais possibles.

1-3-3- Participation financière pour l'achat de matériel de psychologie pour les écoles

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que, par courrier du 17 mai 2017, l'équipe de psychologues de l'Education Nationale sollicite une participation financière des 15 communes de la circonscription de Brignoles pour l'achat de matériel de psychologie destiné aux élèves.

Le coût de ces acquisitions s'élève à 9.871,20 € TTC et la participation des communes est proposée à hauteur de 2 € par élève.

Il donne la parole à Mme Annette PASQUET, Adjointe déléguée aux Affaires Scolaires, qui indique que la Commission des Affaires Scolaires a examiné la demande et a émis un avis favorable quant à accorder la participation sollicitée à l'équipe de psychologues. Elle précise que cette équipe sera rattachée aux écoles du VAL et y sera donc basée. La Commune devra mettre à sa disposition un bureau, du mobilier, une ligne téléphonique. L'équipe interviendra Dans toutes les écoles de la circonscription de Brignoles.

Mme PASQUET indique que la Commission a proposé qu'une participation financière soit demandée à chaque Commune dont les écoles sont concernées et ce à hauteur de 15 € par an et par école. Une convention sera passée pour en permettre le versement.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de se prononcer sur les propositions de la Commission des Affaires Scolaires.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Mme PASQUET, Adjointe déléguée aux Affaires Scolaires et à l'Enfance,
Après avoir pris connaissance du courrier reçu de l'équipe de psychologues de l'Education Nationale, circonscription de Brignoles,

Après avoir entendu les propositions de la Commission des Affaires Scolaires,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité moins une abstention M. VERDON et un contre M. COEURDEUIL,

ACCEPTE de participer à hauteur de 2 € par élève à l'acquisition du matériel de psychologie proposé

INDIQUE que les crédits nécessaires sont inscrits au budget communal (chapitre 011).

A l'unanimité,

DEMANDE qu'une participation aux frais de mise à disposition du local, du mobilier et du matériel soit demandée aux Communes dont les écoles bénéficient de l'intervention de l'équipe de psychologues

FIXE le montant de la participation à 15 € par école

DEMANDE à Monsieur le Maire de rédiger une convention à transmettre pour signature aux Communes concernées afin de permettre le versement de ladite participation.

1-4 -Rapports 2016 du délégataire « SEERC » pour les services publics de l'eau potable et de l'assainissement collectif

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que, conformément aux dispositions de la Loi BARNIER n° 95-101 du 2 février 1995, dont les modalités d'application sont précisées par le décret n° 95.635 du 6 mai 1995, il se doit de lui présenter un rapport annuel sur le prix et la qualité des services d'eau et d'assainissement pour l'année précédente, soit 2016.

Monsieur le Maire donne donc lecture à l'assemblée délibérante des rapports complets établis par la Société Fermière « S.E.E.R.C.-Eaux de Provence », délégataire des services publics de l'eau potable et de l'assainissement collectif, qui contiennent tous les éléments nécessaires à cette présentation.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

PREND ACTE de la présentation par Monsieur le Maire du rapport annuel sur le prix et la qualité des services d'eau et d'assainissement collectif remis par le délégataire desdits services (SEERC-EAUX DE PROVENCE) pour l'année 2016.

INDIQUE que ce document sera tenu en Mairie à la disposition des usagers pendant trois mois à compter de l'affichage de la présente délibération

2 - Urbanisme - Environnement

2-1 - Crèche intercommunale - Rétrocession des terrains communaux

Le Conseil Municipal décide à l'unanimité de renvoyer cette question à une prochaine réunion, faute d'informations suffisantes.

2-2 - Acquisition de terrain pour création d'un parking (chemin de Correns - propriété SCI « Les Grandes Aires »)

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que la S.C.I. « Les Grandes Aires » a été contactée par la Municipalité dans le cadre du projet d'élargissement du chemin de Correns en vue d'aménager des emplacements de parkings en épis au droit de sa propriété, en bordure de la voie publique et de prévoir un passage surélevé permettant de canaliser les eaux pluviales vers le Verdon et de faire ralentir les véhicules à cette sortie de village.

M. le Maire propose au Conseil Municipal cette acquisition foncière qui peut être réalisée d'un commun accord à l'euro symbolique pour une superficie de 126 m².

Il soumet à l'assemblée le plan de détachement réalisé par un géomètre.

Monsieur le Maire demande en conséquence au Conseil Municipal de se prononcer sur ce projet d'acquisition, au titre des réserves foncières.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité sauf 3 abstentions :

Mmes INGRASSIA - BOSSUGE - VERLAQUE,

Vu le Code Général des Collectivités Locales,

Vu le Code de l'Urbanisme,

Vu l'article L 1111-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques (CGPPP), qui permet aux communes d'acquérir à l'amiable des biens et des droits à caractère mobilier ou immobilier,

Vu l'extrait du plan cadastral de la Section B à l'échelle 1/2500^{ème}

Vu le plan parcellaire à l'échelle 1/1250^{ème}

Vu les accords passés avec la SCI « Les Grandes Aires »,

Vu l'article 1042 du Code Général des Impôts portant exonération fiscale des acquisitions immobilières à titre onéreux par les collectivités publiques locales,

Vu le décret n° 86-455 en date du 14 mars 1986, ensemble l'arrêté ministériel en date du 5 septembre 1986, relatifs notamment aux limites de compétence domaniale,

Vu l'arrêté ministériel du 17 décembre 2001 modifiant l'arrêté du 5 septembre 1986 relatif aux opérations immobilières poursuivies par les collectivités, et portant le seuil de consultation obligatoire des services des Domaines à 75.000 €

Considérant que ce terrain sera aménagé en parking public, et être inscrit dans les réserves foncières de la Commune,

PREND EN CONSIDERATION la proposition de cession de terrain faite par la SCI « Les Grandes Aires » de la parcelle cadastrée Section B n° 1619 pour une surface de 126 m² à l'euro symbolique.

AUTORISE Monsieur le Maire à accepter ladite acquisition et à consentir les engagements en découlant au nom et pour le compte de la Commune, aux charges et conditions usuelles en la matière, aux termes de l'acte de vente qui sera reçu sous la forme administrative.

2-3 - Installation d'un panneau d'informations communal sur le parking de la Coopérative Vinicole - Convention d'occupation du domaine privé

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal qu'un panneau publicitaire fixe a été mis à disposition de la Commune suite à l'appel de fonds lancé par une société de publicité auprès des commerçants et artisans de la Commune et des alentours.

Il donne la parole à Mme Patricia INGRASSIA, Adjointe délégué à la Communication, qui fait part à l'assemblée de la demande d'une société de publicité, il y a plusieurs mois, de pouvoir démarcher auprès des artisans et commerçants locaux afin de participer au financement de deux panneaux publicitaires d'informations communales. Après plusieurs relances de sa part, Mme INGRASSIA n'a plus obtenu de nouvelles des démarches de ladite société jusqu'à dernièrement. La société a en effet fait livrer un panneau en indiquant que le second ne pourra pas l'être faute de participations financières d'annonceurs.

Mme INGRASSIA indique qu'un emplacement stratégique a été recherché pour implanter ce panneau et que le parking de la coopérative vinicole semble le plus adapté.

Elle passe la parole à M. Jean CULINATI, Adjoint délégué à l'Environnement, qui donne lecture du texte de la convention d'occupation temporaire du domaine privé à passer avec la Cave Coopérative « Les Vignerons de Correns » propriétaire du parking sur lequel l'implantation du panneau double face est projetée.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur ce document.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et de Mme INGRASSIA,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

APPROUVE le choix du lieu d'implantation du panneau d'informations

APPROUVE la convention à signer entre la Commune et la Cave Coopérative « Les Vignerons de Correns », pour l'installation d'un panneau publicitaire fixe à double face sur le parking privé de cet établissement,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer cette convention et à procéder à toutes les démarches nécessaires à son application.

2-4 - Projet touristique de « Jean Val »

Ce dossier ne donne pas lieu à délibération mais à un simple débat d'informations.

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que l'OAP prévu sur le secteur « Jean Val » est annulée et le zonage 2AU est instauré au PLU sur la propriété. En effet, lors de la dernière réunion avec les personnes publiques associées, il a été d'une part jugé qu'une OAP liait trop la Commune à un aménageur et d'autre part que la création d'une nouvelle OAP provoquerait un décalage dans le planning de l'avancée du PLU ce qui était problématique. Le COPIL a donc jugé plus sage de classer l'entière propriété « Jean Val » en zone 2AU à vocation touristique. Le projet d'aménagement sera soumis au Conseil Municipal qui ne sera pas lié au projet présenté initialement.

3 - Personnel communal.

3-1 - Création d'un emploi pour le service administratif

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que l'agent assurant actuellement la fonction de Directrice Générale des Services, a postulé pour partir en retraite au 1^{er} janvier 2018. Il estime donc nécessaire de créer un emploi d'Attaché Territorial à temps complet dès le 1^{er} octobre 2017 afin de pouvoir embaucher un agent destiné à remplacer la DGS après son départ et lui permettre d'être informé des divers dossiers en cours.

En conséquence, il propose à l'assemblée délibérante la création d'un poste d'Attaché Territorial. Cet emploi permanent et à temps complet sera créé à compter du 1^{er} octobre 2017.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

APPROUVE la proposition de Monsieur le Maire quant à créer un emploi d'Attaché Territorial permanent à temps complet à compter du 1^{er} octobre 2017

INDIQUE que l'échelonnement indiciaire et la durée de carrière de l'agent nommé sur cet emploi seront fixés conformément à la réglementation en vigueur

CHARGE Monsieur le Maire de nommer l'agent en question dans les conditions réglementairement fixées

PRECISE que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Commune (chapitre 012)

4 - Compte-rendu des décisions prises par M. le Maire dans le cadre des délégations accordées par le Conseil Municipal

Vu l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les délégations accordées à Monsieur le Maire par délibérations du Conseil Municipal n° 2014/025 du 24 avril 2014 et du 20 juin 2014,

Considérant l'obligation de présenter au Conseil Municipal les décisions prises par Monsieur le Maire en vertu de ces délégations,

Monsieur le Maire informe l'assemblée délibérante avoir pris, depuis le 27 juin 2017, date de la dernière réunion du Conseil Municipal, les décisions suivantes dans le cadre de ses délégations.

| | | |
|---------------------|---|------------------------------|
| N° 20 29/06/2017 | Contrat Maintenance Vidéo-protection - CIRCET | 6 790,67 € |
| N° 21 29/06/2017 | Convention avenant n°2 - OAP « Jean Val » au marché du 26/06/2015 élaboration du PLU - BEGEAT | 2 000,00 € ANNULEE |
| N° 22 04/07/2017 | Acceptation du devis relatif à l'extension du réseau public d'eau potable, Place des Pénitents et chemin Saint Marc avec Eaux de Provence | 7 920,00 € |

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

PREND ACTE des décisions prises par Monsieur le Maire, depuis le 27 juin 2017, dans le cadre des délégations qui lui ont été accordées.

5 - Questions écrites

NEANT

6 - Questions orales

M. GIRAUD demande la parole pour informer l'assemblée de sa décision de démissionner de sa fonction d'Adjoint et de Conseiller Municipal.

M. SAULNIER propose à M. GIRAUD de rester Conseiller Municipal, fonction qui lui prendrait moins de temps que celle d'Adjoint.

M. GIRAUD refuse cette proposition.

Mme REES demande à son tour la parole pour informer l'assemblée de sa démission du Conseil Municipal.

Mme RIHAL prend à son tour la parole pour annoncer sa démission du Conseil Municipal.

Mme BREBAN prend à son tour la parole pour informer l'assemblée de sa décision de démissionner de sa fonction d'Adjointe et de Conseillère Municipale.

Mme PASQUET prend à son tour la parole pour informer l'assemblée de sa décision de démissionner de sa fonction d'Adjointe et de Conseillère Municipale.

Mme INGRASSIA prend à son tour la parole pour informer l'assemblée de sa décision de démissionner de sa fonction d'Adjointe et de Conseillère Municipale.

M. LANGE prend à son tour la parole pour annoncer sa démission du Conseil Municipal.

LA SEANCE EST LEVEE A 21h30.

LE PRESENT COMPTE-RENDU EST UN DOCUMENT DE SYNTHESE ETABLI DANS UN SOUCI D'INFORMATION GENERALE.

LE PROCES-VERBAL OFFICIEL POURRA ETRE CONSULTE A LA MAIRIE (HALL D'ACCUEIL) OU SUR LE SITE OFFICIEL DE LA COMMUNE APRES APPROBATION LORS DE LA PROCHAINE SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL.



LE MAIRE,

Bernard SAULNIER